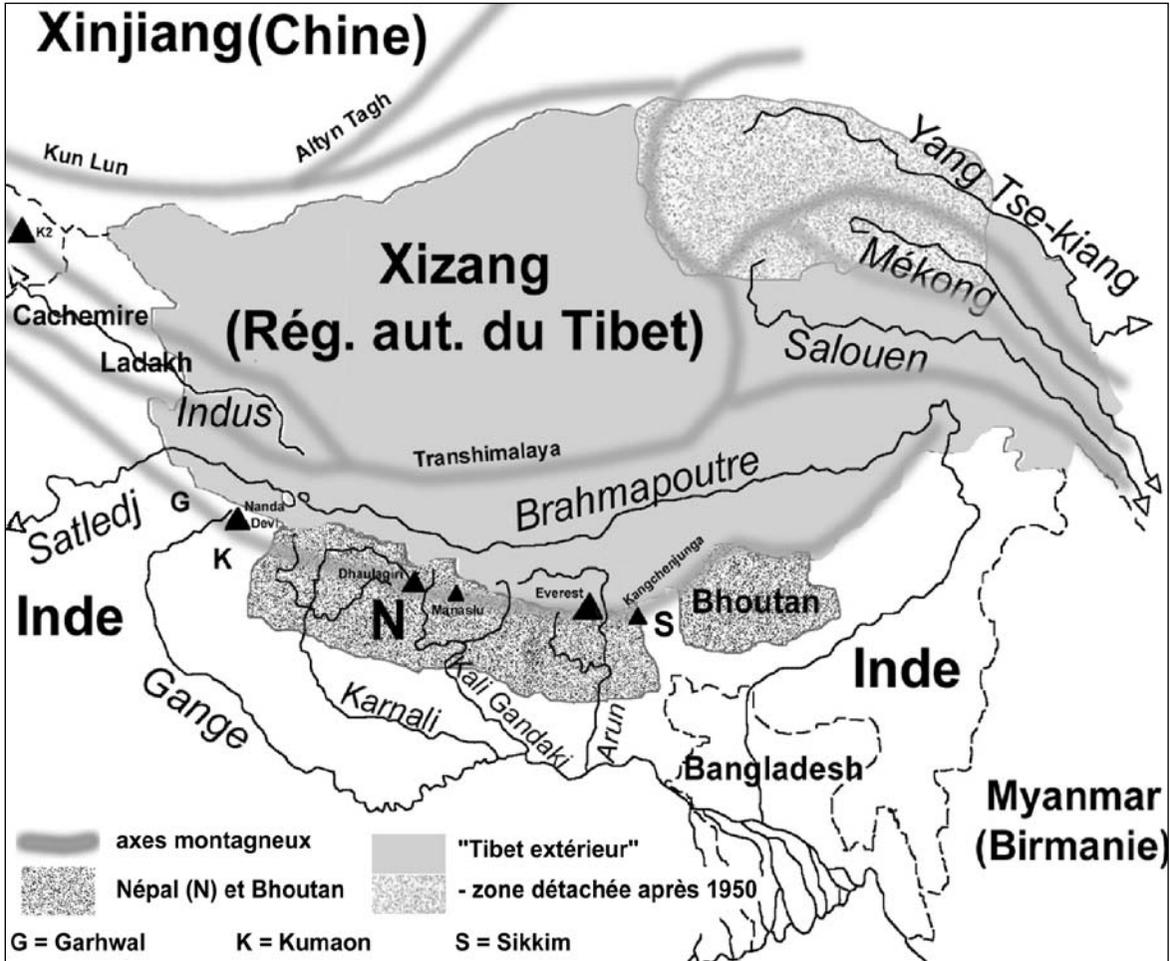


Géopolitique de
l'Everest

Cimes 2002

© Pierre Chapoutot 2005



Principales sources

- Annales du G.H.M. 2001 : *Dossier Tibet* pp. 78-143
- Sylvain Lévy : *Le Népal* - 1ère édition en 1905 (Ernest Leroux) - Réédité en 1985 (Toit du Monde / Errance / Raj de Condappa) - 2 tomes
- Robert Rieffel : *Le Népal. Que sais-je ?* - P.U.F. 1982 - *Épuisé*
- Philippe Ramirez : *De la disparition des chefs - Une anthropologie politique népalaise* Coll. *Monde indien*. Ed. C.N.R.S. Paris 2000
- Emmanuel Gonon : *Autour des Himalayas - Géopolitique d'une marche* - Thèse de Doctorat de l'Université Lyon II 1997-
Disponible sur Internet : <http://theses.univ-lyon2.fr/Theses1997/egonon>
- Site Internet du Parti communiste du Népal (maoïste) :
<http://perso.magic.fr/nac/international/pcnm/nepalpress>
- Site Internet de la BBC :
pour la Chine : <http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/asia-pacific>
pour l'Inde et le Népal : <http://news.bbc.co.uk/hi/english/world/south-asia>
- Articles : *Le Monde*, *Courrier international*, *The people's review* (Kathmandu).

Pierre Chapoutot

Géopolitique de l'Everest

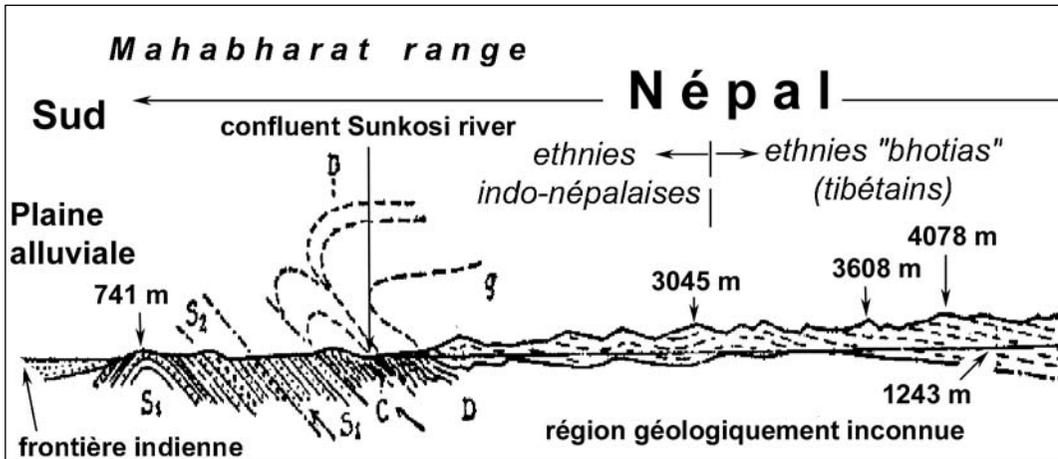
Sommet frontalier, l'Everest offre la particularité d'enjamber une limite qui ne doit rien aux contraintes physiques, aux affinités culturelles, ou aux décisions souveraines des entités politiques qui l'englobent. Frontière « absurde », c'est une frontière purement artificielle, héritage de rapports de force coloniaux et post-coloniaux, et de surcroît une frontière « sensible ». Deux pays s'y rencontrent, le Népal et le Tibet, mais si l'on veut désigner les États, c'est du Népal et de la Chine qu'il faut parler ; et si l'on veut insister sur les rapports de force, ce sont l'Inde et la Chine qu'il faut évoquer... L'ex-Pic XV reconverti en Mont Everest par les soins du *Trigonometrical survey of India*, Sagarmatha pour les Népalais, Chomolangma pour les Sino-Tibétains, le géant de la terre n'est vraiment simple que par son altitude.

Un illogisme géographique

Longue de plus de 1100 kilomètres, la frontière sino-népalaise s'inscrit souvent en porte-à-faux par rapport aux limites « naturelles » du massif himalayen. Sauf dans le secteur Cho Oyu-Makalu (qui inclut l'Everest), elle n'est jamais sur la ligne des plus hautes altitudes, qui constitue le Grand Himalaya et qui est en grande partie incluse à l'intérieur du territoire népalais (Manaslu, Annapurna, Dhaulagiri), tandis que le Shishapangma est entièrement en territoire tibétain.

De toute façon, le Grand Himalaya ne représente pas une limite logique en ce sens qu'il ne peut correspondre à ce que des esprits européens considèrent comme une « bonne frontière », c'est-à-dire une barrière naturelle, par exemple une ligne de partage des eaux. Or, l'axe des 8000 n'en est pas une : ce n'est qu'une herse de blocs géants, ébréchés par la trouée de rivières toujours venues du nord, qui la traversent par des gorges souvent très profondes : Karnali, Kali Gandaki, Bhote Koshi, Arun (immédiatement à l'est de l'Everest)... Toutes ces rivières descendent d'une ligne de partage des eaux qui n'est pas la ligne maîtresse de l'Asie du Sud (entre ce qui va vers l'océan Indien et ce qui s'écoule vers le Pacifique), mais une ligne secondaire, séparant le bassin versant du Gange de celui du Tsangpo-Brahmapoutre (lesquels finissent par se rejoindre dans le delta du Bengale).

La frontière sino-népalaise est plus ou moins installée sur cette ligne secondaire à l'ouest de la Bhote Koshi, mais pas dans le secteur de l'Everest. Ici, la ligne de partage des eaux est fortement décalée vers le nord, le môle Everest-Makalu étant complètement enfermé dans un quadrilatère formé par le cours supérieur de l'Arun (Phung Chu au Tibet). Les cols principaux sont reportés au nord de ce dispositif (Lhakpa La, 5220 mètres), donc totalement sous contrôle chinois, et c'est sur les flancs du quadrilatère que se placent les deux principales liaisons routières entre le



Coupe des régions himalayennes suivant le cours de l'Arun - D'après A. Heim, 1939

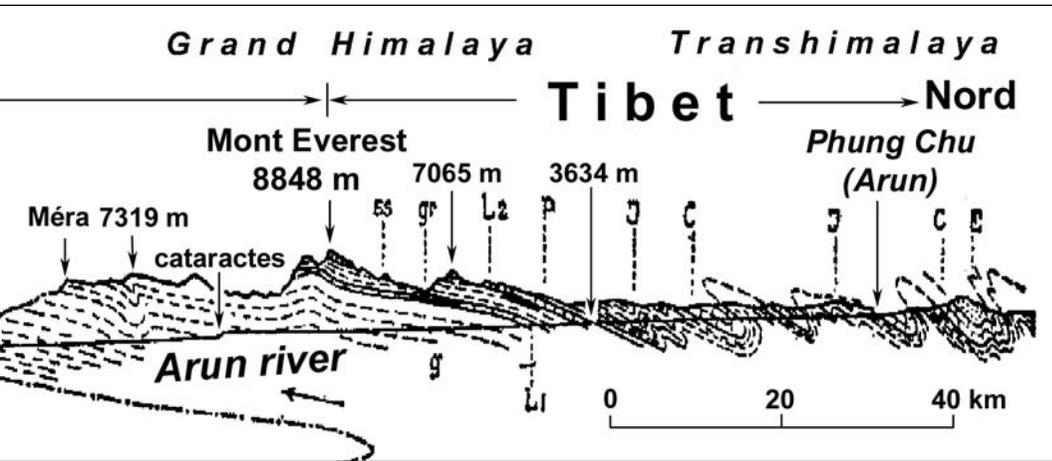
Tibet et le Népal, c'est-à-dire aussi la Chine et l'Inde. Autant dire que la Chine dispose là d'un atout stratégique de taille, seulement contrarié par des contraintes physiques sévères : pris entre la neige, la solifluxion des sols et la mousson, les créneaux climatiques favorables sont des plus étroits, et ces voies ne sont pas des autoroutes¹. Il reste que, dans son ensemble, la frontière sino-népalaise n'est pas une barrière étanche : on y trouve 11 points de passage (soit 1 pour 100 km de frontière), à une altitude moyenne de 4400 mètres. C'est dans le secteur de l'Everest qu'ils sont les plus élevés : 5716 mètres au Nangpa La (ou Khumbu La), à l'ouest du Cho Oyu.

Un illogisme culturel

Il existe bien une frontière culturelle au cœur de l'Himalaya, mais c'est en plein territoire népalais qu'elle se place, approximativement de part et d'autre d'une altitude moyenne de 3000 à 4000 mètres (ce qui correspond à la limite du *pergélisol*, le sol gelé en profondeur de façon permanente). En dessous (au sud) on rencontre des Indo-Népalais issus de la plaine du Gange et marqués par la culture hindouiste. La plupart descendent de migrants qui ont fui l'Inde à l'époque de la poussée musulmane (et beaucoup étaient issus des castes supérieures, guerriers ou brahmanes). Ce sont eux qui ont construit l'État du Népal au XVIII^e siècle.

En dessus (au nord) on rencontre des populations tibéto-birmanes, marquées par la pratique du bouddhisme tibétain (lamaïsme). Elles aussi ont souvent connu des migrations (les Sherpas du Khumbu sont originaires du Kham, à l'est du Tibet). L'altitude a joué comme conservateur de l'identité tibétaine en décourageant les migrants issus des régions basses (défaut d'oxygénation du sang, maladies pulmonaires, baisse de la fécondité, capacité d'action réduite – la baisse étant de 20

¹ Sur la « route de l'amitié » - l'*Arniko-Highway* Lhassa-Kathmandu, construite entre 1961 et 1967 – le trafic moyen est de 3 camions par heure, à une vitesse inférieure à 30 km/h]



Cf T. Hagen, G-O. Dyhrenfurth, C. von Fürer, E. Schneider : Mount Everest - Zürich 1959

à 30 % dans la première année d'installation à 4000 mètres). De même, le peuplement tibétain est resté cantonné aux hautes altitudes.

On observera donc une forte homogénéité humaine de part et d'autre de la frontière, comme si celle-ci n'existait pas, même si elle est violemment contrariée par les ruptures politiques (ce n'est pas une frontière « ouverte »). En somme, dans le secteur de l'Everest, si on devait retenir un concept de « bonne frontière », la limite actuelle serait soit trop au nord, soit trop au sud. Mais en réalité le problème n'est pas là, et les Chinois sont trop experts dans l'art de tracer des frontières subtiles (voir la Grande Muraille...) pour qu'il faille s'obstiner dans des approches trop cartésiennes.

Des frontières subies, héritage du passé colonial

Deux pays se sont formés autrefois de part et d'autre de l'Himalaya – le Tibet et le Népal – mais aucun des deux n'a pu réellement maîtriser la délimitation de son espace, et donc de ses limites. Celles-ci leur ont donc été imposées entre le XVIIIème et le XXème siècle par l'intervention de puissances colonisatrices extérieures à la région : la Chine et la Grande-Bretagne. Il est utile ici d'observer la coïncidence de trois événements décisifs au XVIIIème siècle : une formidable expansion de l'Empire de Chine, qui atteint alors sa plus vaste étendue historique ; l'installation des Anglais aux Indes à partir des années 1750-80 ; la formation d'un immense État népalais sous la conduite des Gurkhas – ces trois événements ayant l'Himalaya comme point de rencontre et d'affrontement.

Au nord, c'est donc la Chine qui s'impose au Tibet dès 1724, sous la dynastie (d'origine mandchoue) des Qing. Il ne s'agit pas d'une annexion, mais plutôt de l'établissement d'un protectorat, avec une relation de suzerain à vassal : le Tibet conserve ses institutions, le lien d'allégeance étant concrétisé par la présence de gouverneurs auprès du Dalaï Lama, le paiement d'un tribut périodique, et la

protection militaire de Pékin. Néanmoins, il subit un premier démembrement territorial par le rattachement de ses provinces orientales, et notamment le Kham, à la Chine des 18 Provinces (ce que l'on appellera plus tard le « Tibet intérieur »).

Presque simultanément se forme un « Grand Népal ». Initialement, il n'y avait là qu'une cinquantaine de principautés organisées dans les Collines sur le schéma de l'Inde voisine. La plus prospère était celle de Kathmandu, sous la dynastie Malla, qui tirait parti des ressources de sa vallée et surtout de ses relations avec le Tibet (contrôle de la route commerciale du nord par la passe de Kyirong - que franchit l'actuelle route de Kathmandu à Lhassa - et contrôle de la frappe des monnaies utilisées au Tibet). Ce royaume était en lutte depuis un siècle avec la principauté voisine et belliqueuse de Gurkha, et c'est celle-ci qui finit par l'emporter en s'emparant de Kathmandu en 1720. C'est l'embryon de l'État népalais, qui connaît alors une expansion phénoménale sous le règne de Prithvi Narayan Shah (1743-75) et de son successeur Bahadur Shah. En 45 ans de conquêtes, les Gurkhas s'emparent d'un territoire double du Népal actuel, s'étendant pratiquement du Cachemire au Bhoutan, depuis la plaine du Gange jusqu'aux rives du Transhimalaya.

Cette expansion ne pouvait être qu'éphémère, le Népal se trouvant pris en sandwich entre Chinois au nord et Anglais au sud. S'y ajoutent les imprudences des Gurkhas : en 1788 ils s'en prennent au Tibet, s'avancent jusqu'à Shigatse, mettent à sac le Tashilumpo (à vrai dire, le pouvoir gurkha avait plus le sens de la razzia que celui du commerce...). Contraint de trouver du secours, et après avoir en vain espéré celui des Anglais, le Dalaï Lama se résigne à laisser jouer la protection de Pékin : l'armée chinoise intervient (1792) et refoule les Népalais.

Les conséquences sont considérables. La Chine renforce son protectorat sur le Tibet. Elle procède à une vassalisation formelle du Népal, avec versement d'un tribut quinquennal (effectivement payé jusqu'à 1912). La frontière tibéto-népalaise est fixée sur son tracé actuel (une frontière longtemps *de facto*, puisqu'il n'y aura pas d'accords écrits avant 1960-1962 !). Cette frontière est durablement fermée, ce qui prive la région de Khatmandu d'une grande partie de ses ressources et contraint le Népal à se débrouiller du côté du Sud - là où opèrent les Anglais.

Le jeu anglais

Si les imprudences népalaises ont permis à la Chine de prendre la main dans l'Himalaya, elle ne va pas la garder longtemps du fait de la décadence prématurée de l'Empire Qing, patente dès le début du XIX^{ème} siècle, mais surtout avérée à partir des années 1840-50. Ce déclin aurait pu permettre au Tibet de secouer la tutelle de Pékin, mais cette opportunité est gâchée pendant longtemps par la débilité institutionnelle tibétaine (il faudra attendre le règne du XIII^{ème} Dalaï Lama de 1895 à 1933, et ce sera trop tard).

Ce sont donc les Anglais qui prennent l'initiative au début du XIX^{ème} siècle. Après s'être installés au Bengale, ils s'emparent de toute la plaine du Gange entre 1800 et 1840. Il est utile de préciser qu'il s'agit alors d'une colonisation semi-privée,

Londres se contentant de cautionner l'action de l'*Honorable Compagnie* britannique des Indes (les choses changeront en 1858). Les conflits avec les Gurkhas n'ont pas tardé, à la fois pour des questions territoriales et parce que les Anglais s'intéressent aussi au commerce tibétain. La guerre éclate en 1814. Gagnée par les Anglais, elle se conclut par le traité de Seghauly (2 décembre 1815), calamiteux pour le Népal qui perd la moitié de ses territoires : le Kumaon et le Garhwal à l'ouest, le Sikkim à l'est et de larges bandes de terres dans la plaine. Ainsi se trouvent fixées les autres frontières du Népal².

Ce seront pour longtemps – de 1816 à 1950 - des frontières fermées : comme le Tibet par décision de la Chine, le Népal devient un « pays interdit » aux étrangers, sauf rares exceptions. C'est ainsi que 125 étrangers seulement sont admis entre 1881 et 1925 (parmi lesquels Alexandra David-Néel en 1902). Du même coup l'Everest, repéré et mesuré à distance dès 1849, est inabordable – une demande allemande d'ascension est rejetée en 1890.

Quelle place pour le Népal dans une Asie du Sud que bouleverse la colonisation britannique ? En 1858, à la suite de la révolte des Cipayes, l'*Honorable Compagnie* perd son monopole, et l'Inde passe sous le contrôle direct de la Couronne britannique. Une des obsessions de celle-ci est d'assurer la sécurité des frontières du *British Raj* dans toutes les directions, soit en annexant des territoires, soit en créant une chaîne d'États-tampons. On voit donc les Anglais procéder à une « montée vers les sommets » qui les amène au Cachemire, dans l'Himachal Pradesh, au Sikkim et en Assam. Le Bhoutan devient un protectorat. Le Népal sera l'État-tampon type.

Cette situation est largement facilitée par les renversements politiques locaux. En 1846, l'autorité royale népalaise est confisquée par le Premier ministre Jung Bahadur Rana, qui parvient à rendre sa fonction héréditaire tandis que la monarchie est cantonnée à un rôle purement décoratif. C'est alors un véritable clan qui met la main sur le pays pour plus d'un siècle : la « Ranarchie » va durer jusqu'à la révolution de 1950. Or, les Rana vont délibérément jouer la carte britannique, par exemple en mettant des soldats gurkhas (ou plus exactement bhotias, donc d'ethnie tibétaine) à la disposition des Anglais pour mater la révolte des Cipayes. C'est le point de départ d'une tradition de recrutement militaire qui ne cessera plus, de la campagne d'Afghanistan de 1885 (contre les Russes) à celle de 2001-2002 (contre Al-Qaïda) en passant par les deux guerres mondiales... Ce bon vouloir trouve sa récompense dans de larges concessions anglaises : pratique de la frontière ouverte (sans réciprocité), larges concessions de terres dans le Nord-Bengale et l'Assam au bénéfice des volontaires gurkhas. En pratique, le Népal devient un protectorat

² L'une des clauses du traité entraîne la présence d'un « résident » britannique à Khathmandu. Simple ambassadeur ? ou véritable gouverneur ? Il est intéressant d'observer qu'au même moment, la même ambiguïté sévit à Lhassa, avec la présence aux côtés du Dalaï Lama de deux *ambans* délégués par l'Empereur de Chine, preuves pour l'un de la souveraineté du Tibet, et pour l'autre de sa soumission...

britannique sans le nom, bénéficiant même en 1857 d'une reconnaissance d'indépendance partielle (elle est complète en 1923).

Les Anglais n'en restent pas là. Profitant des difficultés intérieures de la Chine dans les années 1850-60, et inquiets du jeu mené par la Russie en Asie centrale, ils envisagent de faire aussi du Tibet un État-tampon. Leur stratégie, qui interfère avec le désir d'indépendance du XIIIème Dalaï Lama, a failli aboutir entre 1904 (expédition Younghusband à Lhassa) et 1914 (Convention de Simla). Le rapport des forces, très défavorable à la Chine jusqu'en 1949, permet pendant un temps d'avaliser un état de fait tel que le Tibet connaît une indépendance virtuelle tout en étant partagé entre un « Tibet intérieur » (provinces orientales rattachées à la Chine depuis le XVIIIème siècle) et un « Tibet extérieur » sous influence anglaise³. Malheureusement, cette indépendance *de facto* du Tibet n'obtient aucune concrétisation *de jure*, et la Grande-Bretagne finit par retirer ses billes en 1938.

En fin de compte, le fiasco politique des Britanniques se double d'un échec sportif. Avec l'action de Younghusband, les Anglais avaient espéré pouvoir s'emparer de l'Everest. En fait, le Dalaï Lama n'accorde son autorisation qu'en 1919, et elle n'est réitérée que 7 fois jusqu'à 1938, sans qu'aucune expédition réussisse. Puis les événements se chargent de refermer à nouveau le Tibet pour longtemps.

De l'impérialisme anglais à l'impérialisme indien

L'après-guerre est marqué par un double séisme géopolitique : l'indépendance de l'Inde en 1947, puis le triomphe des communistes en Chine en 1949. Deux situations politiques en rupture avec l'époque coloniale, ce qui ne signifie en rien l'établissement de relations sereines, bien au contraire : l'Inde indépendante et la Chine populaire vont se comporter en adversaires déclarés, au point de se combattre à plusieurs reprises dans les années 1960-70. Et l'une comme l'autre vont se conduire en puissances impériales.

En 1947, tandis que le Tibet (qui vit ses derniers moments d'indépendance virtuelle) formule des revendications territoriales tous azimuts (sur la Chine comme sur le Népal...), le Népal est reconnu comme État indépendant, intégré dans la pratique au dispositif frontalier de l'Inde (avec qui le lie en 1950 un traité « d'amitié »). Loin de rompre avec les pratiques de son ancien maître, celle-ci reprend exactement les mêmes axes stratégiques. Son Premier ministre, Nehru (originaire du Cachemire, où l'Inde a cherché à s'imposer dès 1947) déclare en décembre 1950 : « Nous ne pouvons permettre que quelque chose aille mal au Népal, ou permettre que cette barrière [l'Himalaya] soit franchie ou affaiblie parce que cela représenterait une menace pour notre propre sécurité ». En 1959, cette doctrine est étendue au Bhoutan, et en 1975 l'Inde procède carrément à l'annexion du Sikkim. Le rôle dévolu au Népal est celui d'un État satellite, et l'Inde peut

³ C'est un partage de même nature qui a dissocié la « Mongolie intérieure », restée chinoise, de la « Mongolie extérieure », passée en 1924 sous influence soviétique.

compter pour cela sur l'action de l'influent Parti népalais du Congrès (fondé en 1946), ouvertement lié à son homologue indien (presque continuellement au pouvoir à New Delhi de 1947 à 1989). De toute façon l'intégration économique à l'Inde est très forte – par exemple quand l'Inde subventionne la création d'un réseau routier en peigne orienté vers le sud. La pratique de la frontière ouverte est maintenue, méthode inhabituelle de la part de l'Inde (sauf au Bhoutan, l'autre satellite) : frontière non gardée, avec pas moins de 22 points de passage selon les accords de 1990. Et tandis que se poursuit le recrutement de soldats gurkhas, l'Inde pratique une attitude libérale de non-discrimination entre les Népalis du Bengale (nés sur place) et les immigrants récents (très nombreux).

Le prix de ces bonnes relations, c'est la résignation népalaise, contrainte ou forcée. En 1989-90, lors d'une crise consécutive à la révision des accords douaniers, l'Inde recourt carrément au blocus, et le Népal plie. Selon le mot de Henry Sigayret : « Quand l'Inde éternue, c'est la tempête ici [à Kathmandu] ! ». Certes, le Népal peut rêver d'une « helvétisation » et jouer la carte chinoise pour tenter de faire contrepoids, en acceptant une généreuse aide économique, voire des livraisons d'armes (l'*Arniko-Highway*, financée par les Chinois, est perçue par l'Inde comme un danger stratégique). Mais cette politique n'est pas suffisante, et on l'a bien vu en 1989, quand la Chine n'a pas levé le petit doigt pour soutenir son voisin. En pratique, l'Inde et la Chine fonctionnent au Népal sur la base d'un *modus vivendi* cynique : l'Inde admet l'autorité de la Chine sur le Tibet, en échange de quoi la Chine reconnaît que le Népal appartient à la zone d'influence indienne. En témoigne le très révélateur vrai-faux lapsus du ministre chinois des affaires étrangères, affirmant en 1995 que la Chine et l'Inde recherchaient la normalisation de leurs relations « de part et d'autre de leurs 4060 kilomètres de frontières communes » - un décompte qui ne pouvait qu'inclure la frontière tibéto-népalaise dans le concept de « frontières communes » sino-indiennes...

Le Tibet soumis

Quand les communistes arrivent au pouvoir à Pékin en octobre 1949, après trois années d'une lutte violente contre les Nationalistes de Chiang Kai-Shek, le Tibet jouit encore d'une indépendance de fait, quoique fragilisée par le retrait de son protecteur anglais du théâtre asiatique. En 1947, l'Inde indépendante espérait le maintien de cette autonomie, et la survie du Tibet comme État-tampon en avant de la Chine. Il faut vite déchanter : dès 1950, l'armée communiste chinoise (l'A.P.L.) submerge le territoire sans rencontrer beaucoup de résistance.

Il fallait s'y attendre. Le Tibet ne devait sa liberté qu'à la dégénérescence de l'Empire des Qing, entre 1840 et 1910. Mais la révolution républicaine qui avait débuté en 1911, et qui n'a trouvé sa conclusion qu'en 1949, avait une dimension nationaliste très forte – et paradoxale. L'Empire Qing avait été fondé par une dynastie que les Chinois (les Hans) considéraient comme « étrangère », puisque mandchoue, et de plus ils la détestaient en raison de la discrimination qu'ils



1955 - Pour le Nouvel An tibétain, Mao Dzedong (au centre) rencontre le XIV^e Dalai Lama (portant lunettes) et le VII^e Panchen Lama ; à gauche, le Premier Ministre Zhou Enlai, et à droite son successeur Liu Shaoqi (liquidé en 1969). On ne sourira pas longtemps...

subissaient de la part des Mandchous devenus leurs maîtres, dans une sorte de colonialisme à rebours. Au temps de la décadence, l'Empire avait été soumis à une série d'agressions et d'amputations sanctionnées par autant de traités considérés comme « inégaux », au profit de la Russie, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France ou du Japon. Enfin, l'anarchie qui avait fini par s'installer avait entraîné la sécession de provinces entières. La Chine partait en morceaux. À l'avènement de la République en 1912, sous l'impulsion de Sun Yat-Sen, l'enveloppe réelle de la Chine représentait à peine 40 % de la superficie de l'Empire, et cela correspondait à peu près au territoire de peuplement Han, la Chine « proprement dite ». La République aurait pu s'en contenter, et admettre comme légitime la perte de périphéries peuplées de Mandchous, de Mongols, de Ouigours ou de Tibétains. Mais telle n'était pas la vision du mouvement républicain. Lui qui mettait fin à l'odieuse domination des Qing se proclamait en même temps le restaurateur du domaine qu'ils avaient constitué – l'espace chinois tel qu'il était en 1780. De même, si la victoire communiste de 1949 signifiait l'écrasement du régime de Chiang Kai-Shek, Mao Dzedong s'est affirmé l'héritier de Sun Yat-Sen ⁴.

Ce que Chiang avait été incapable de faire entre 1930 et 1946 (réintégrer les provinces perdues), Mao le réalise en 1950-51, en jouant il est vrai sur un contexte favorable : l'effacement de la puissance britannique, le soutien de l'URSS, la paralysie des USA englués dans la guerre de Corée, la faiblesse de l'Inde, l'incapacité de l'ONU. Le problème, c'est que les Chinois ne se contentent pas de ramener au bercail une brebis égarée. Les méthodes employées font que les choses tournent vite à l'affrontement, dans des conditions d'une insupportable brutalité. Il y a pourtant eu au départ une apparence de concession, avec l'accord du 23 mai 1951 (« accord en 17 points ») entre le gouvernement du Dalai Lama et celui de la République Populaire de Chine (R.P.C.), à laquelle il reconnaissait que le Tibet

⁴ De la même façon qu'en URSS Staline a été le reconstructeur de l'empire tsariste défait par le double désastre de la révolution de 1917 et de la capitulation de 1918 devant l'Allemagne.

appartenait, en échange d'un engagement de large autonomie. Il est utile d'observer qu'aucune autre province « libérée » n'avait fait l'objet d'un tel accord, ce qui lui confère une signification symbolique particulière, presque l'équivalent d'un traité. De surcroît, c'était la première fois depuis 1100 ans que Lhassa et Pékin ratifiaient semblable document...

Le Tibet, colonie de peuplement

Ce ne fut pourtant qu'un chiffon de papier. À partir du soulèvement d'avril 1959, qui a vu le départ en exil du Dalaï Lama, le Tibet a été placé sous le régime de la loi martiale. La détente entrevue vers 1980-84 a été sans lendemain, et les institutions civiles qui existent camouflent à peine la toute-puissance d'une armée omniprésente, forte sans doute de 180 à 300 000 hommes sur le territoire de la République autonome du Tibet (R.A.T.), soit 1 soldat chinois pour 7 Tibétains... Le rôle de cette armée n'est pas seulement de veiller sur l'immense frontière himalayenne. Il est aussi (surtout?) de faciliter ce qu'il faut bien appeler une colonisation de peuplement, par l'installation de très nombreux immigrants « de l'intérieur » - dans des proportions difficiles à chiffrer⁵.

Que des Hans venus de l'est s'installent dans une province dépendante de la Chine, ce n'est pas en soi un scandale. Le problème, c'est que cela se fait sans le moindre respect pour l'identité tibétaine. Les arrivants monopolisent les emplois administratifs et l'activité économique autre que l'agriculture de subsistance. En plus, cela s'accompagne d'un remodelage des villes sur la base d'une ségrégation entre villes « nouvelles » et villes « indigènes » - on est aux antipodes des principes de l'autonomie (clairement définis pourtant dans la Constitution chinoise !), du socialisme et évidemment de la démocratie. À cela s'ajoute un mode d'intégration plus subtil, mais hautement efficace, qui passe par le remodelage des limites. La R.A.T. proclamée en 1965 a été plus ou moins formée dans le cadre du « Tibet extérieur » défini par la Convention de Simla, mais ses limites ont ensuite été remaniées à plusieurs reprises. Résultat : la R.A.T. actuelle ne rassemble plus que 46 % de l'ensemble du peuplement tibétain [au recensement de 1990 : 2,1 millions en R.A.T. sur un total de 4,6 millions]. Ainsi, elle ne porte qu'une minorité d'une minorité nationale théoriquement reconnue, traitée non pas comme une nation minoritaire, mais comme une « minorité de la nation »... [D'où l'importance de la revendication par les exilés de la réunification du « Tibet ethnique »]. Enfin, ces retouches lui ont ôté ses meilleures terres, ainsi que les accès de basse altitude avec les provinces voisines, ce qui est une manière de réduire son rôle à une fonction de « marche » militaire au contact de l'Inde et de ses satellites.

⁵ Faut-il comptabiliser les militaires ? et dans quelle enveloppe se situer : la seule R.A.T. ? ou l'ensemble des régions comportant un peuplement tibétain ? En R.A.T., sans compter les militaires, on aurait 1 Han pour 7 Tibétains ; dans l'ensemble du Tibet « ethnique », on aurait 1 Han pour 2 à 3 Tibétains.

L'Everest rouge

Au milieu de tout cela, trône l'Everest. Le régime maoïste ne pouvait manquer de se servir d'un pareil symbole. Si le Népal ouvre l'accès au versant sud à partir de 1950, la Chine verrouille l'accès au versant nord jusqu'à 1978, le réservant aux alpinistes « locaux », le plus souvent des Tibétains. Il n'y aura que deux ascensions réussies par le versant tibétain durant la période maoïste, en 1960 et en 1975, la seconde étant de loin la plus extraordinaire à la fois par le nombre des participants (300 alpinistes à l'assaut de l'arête nord, et 9 au sommet, dont une femme, le 27 mai), et par la signification politique que le régime lui a donnée. Celle-ci apparaît dans le film qui a été tourné sur les lieux, *L'Everest rouge*, qui est un ahurissant morceau de propagande. L'ascension est présentée comme une épopée guerrière, soutenue par la nation toute entière. Les alpinistes sont des *soldats* qui *partent au front*, des *frères* (ou des *sœurs*) *d'armes*, organisés en *sections*, en *unités d'attaque* ou en *groupes de combat*, avec des *postes de commandement*. On exalte les vertus collectives, la solidarité, l'abnégation, l'esprit de sacrifice : « Le camarade communiste Wu Zongyue s'est battu jusqu'à son dernier souffle. Parvenu à 8500 mètres, il s'est sacrifié glorieusement ». Et partout, c'est le rôle du Parti communiste qui est mis en avant : au stade final de l'ascension, le Comité central manifeste sa paternelle sollicitude en envoyant des légumes et des fruits frais. Puis, « le Parti étudie l'assaut du sommet principal. [...] Après avoir reçu le drapeau aux cinq étoiles, nous emportons le théodolite rutilant [en réalité un trépied]. Nous assurons au Parti et au peuple que nous érigerons ce théodolite sur le sommet et que nous y ferons flotter le drapeau aux cinq étoiles. [...] Sur ces cimes enneigées où l'on ne trouve âme qui vive, la *Longue marche* de 2500 kilomètres revient à nos mémoires. L'on revoit le drapeau rouge devant Tian Anmen. L'on entend 800 millions d'êtres marcher de l'avant. En avant ! La tête haute, allons de l'avant ! Progressons sans répit ! »

L'apothéose militante a lieu au camp VI, à 8200 mètres d'altitude : c'est là qu'une des femmes-alpinistes accomplit son cérémonial d'entrée dans le Parti. Séquence marquée par l'apparition du portrait de Mao, tandis que la musique entonne *l'Internationale* : « Dans la lutte pour conquérir l'Everest, là où est le danger il y aura toujours des communistes. Là où sont les remous des combats, il y aura toujours de l'ardeur et la vitalité du Parti. Le drapeau du Parti flotte sur la mer de nuages. C'est un endroit peu banal pour entrer dans le Parti. O Parti ! Sous ta tutelle, un soldat féminin rejoint tes rangs avec joie. Écoutez ce serment retentissant : *Je désire t'offrir entièrement ma vie et mon sang. Pour servir le communisme, je me lancerai à l'assaut, j'irai toujours de l'avant.* »

Pas étonnant, dans ces conditions, si la victoire est remportée deux jours plus tard : « Allô ? Les neuf camarades sont-ils en haut ? Sont-ils parvenus tous les neuf au sommet ? Si c'est bien le cas, répondez : Oui ! Vive le Président Mao ! [...] Le drapeau rouge resplendit au sommet du monde. Le grand héroïsme du peuple chinois abat les obstacles. Le faite du monde en a été ébranlé. [...] Pic Luozi



Le Tibétain Konbu recevant les congratulations de Mao Dzedong, lors d'un congrès des Jeunesses communistes. Soldat dans l'armée chinoise, Konbu est l'un des trois vainqueurs de l'arête nord de Chomolangma, en 1960... À droite : ce qui reste du monastère de Rongbuk, en vue du versant nord de l'Everest, après les dévastations de la Révolution culturelle...

[Lhotse], transmets nos salutations au peuple ami du Népal. De toute évidence, aucun obstacle n'arrêtera jamais la marche victorieuse de notre peuple. Quelle que soit la hauteur du sommet, nous le vaincrons. »

L'ambiance change à partir de 1978. Mao disparu, son héritage théorique jeté aux orties, la Chine s'engage dans la voie du « socialisme de marché ». En pratique, cela signifie l'ouverture économique sur l'extérieur, mais avec des résultats extrêmement inégaux selon les régions : considérables dans les régions côtières, à peu près inexistantes dans les périphéries les plus continentales. Le Tibet, qui était déjà l'une des zones les plus pauvres de la R.P.C. avant les réformes économiques, voit donc son handicap s'aggraver, et ceci d'autant plus que, pour lui, l'ouverture « sur l'extérieur » signifie en réalité une intégration accrue au reste du pays. Cependant, un élément nouveau est le développement du tourisme sous toutes ses formes. Le Tibet reçoit 300 touristes étrangers en 1980, 2000 en 1984, 28 000 en 1994. Parmi eux, un certain nombre d'alpinistes : l'Everest est gravi deux fois dès 1980 par son versant tibétain, d'abord par une expédition japonaise, puis par Reinhold Messner, en solo et sans oxygène. L'année d'après a lieu la tentative du G.M.H.M. français. Comme le Pakistan dans les régions contestées du Baltoro, la Chine a donc mis en place une « stratégie du piolet » dont elle cherche, par le jeu des permis, à faire un instrument de légitimation de sa présence au Tibet. L'affaire du Kailash, en 2001, en a donné une remarquable illustration, et dans les deux sens : en autorisant son ascension, puis en l'interdisant, la Chine a démontré qu'elle était la maîtresse du jeu et l'apparente gardienne des traditions...

Cette politique trouve son prolongement dans la mise en place d'institutions d'alpinisme sino-tibétaines, qui deviennent les interlocutrices obligées des alpinistes occidentaux, tenaillés par leurs scrupules (quand ils en ont) et leur désir de visiter les montagnes tibétaines. Les récentes polémiques franco-françaises sur un récent



Deux significations d'un même lieu : l'esplanade du Potala, à Lhasa.

En haut : reddition des insurgés tibétains après l'écrasement du soulèvement d'avril 1959.

En bas : accueil triomphal des alpinistes sino-tibétains vainqueurs de l'Everest, en mai 1975.



projet d'expédition franco-chinoise à l'Everest, puis sur l'aide apportée par la F.F.M.E. à l'École des guides de Lhassa, sont révélateurs de ces embarras. Cependant, les prises de position du Dalaï Lama exilé, très favorables à la fréquentation touristique, permettent de résoudre le dilemme. Et on peut toujours dire qu'on va au Tibet non pour cautionner l'attitude de la Chine, mais au contraire pour la narguer ou la dénoncer...

Mao ressuscite au Népal

Tous les ouvrages de vulgarisation se plaisent à présenter le Népal comme « le seul royaume hindouiste du monde ». On peut aujourd'hui se demander s'il le restera longtemps, et s'il ne risque pas plutôt de devenir « la seule république maoïste du post-communisme ». En effet, ce pays a basculé en 1996 dans une guerre civile qui, en six ans, a fait plus de 5000 morts, dont 3000 entre janvier et juin 2002. L'état d'urgence a été proclamé en novembre 2001, le gouvernement a mobilisé l'armée pour renforcer les unités spéciales de la police, cibles privilégiées des insurgés. Les attaques sont incessantes. 5 février 2002 : 23 tués à l'est de Kathmandu ; 16 février : au moins 128 morts dans l'ouest. 12 avril : 3000 assaillants (?) attaquent des postes de police au sud-ouest de Kathmandu, tuant plus de cinquante policiers... On admet que les rebelles, qui ont développé leur action à partir de l'ouest, tiennent totalement 6 districts (sur 75), et partiellement une vingtaine d'autres. Eux-mêmes affirment contrôler 2 millions d'habitants (sur un total de 25 millions).

Il y a plusieurs façons d'appréhender le phénomène. Dans une de nos revues d'alpinisme, on a pu lire en février 2002 un article (non signé) décrivant l'irruption d'une unité de guérilleros dans un centre scolaire du Dolpo tenu par une O.N.G. française⁶. Après les angoisses et les réticences du premier contact, l'auteur laisse bientôt percer une évidente sympathie : ces rebelles sont si bons et si gentils ! Et puis, on voit bien qu'ils sont motivés par de bonnes raisons : lutter contre la pauvreté, les inégalités, la corruption, toutes choses qui existent effectivement. En plus, ils respectent (encore...) les touristes et les étrangers, s'ils sont là pour faire le bien. On sympathise si fort qu'on va même garder leurs armes quelques jours, avant qu'ils ne repartent à l'assaut de quelque commissariat de police. À se demander qui a apprivoisé qui...

Autre son de cloche, avec une interview du « camarade » Prachanda (« le Furieux »), l'énigmatique et très discret leader du Parti communiste du Népal (maoïste)⁷ - le P.C.N.(m). Dans une rhétorique pesante et glacée, l'homme débite un discours qui semble sorti de la préhistoire marxiste-léniniste, pour justifier le choix de la guerre révolutionnaire, « qui a toujours eu un effet de purification ». « Sans sacrifice, affirme-t-il, sans effusion de sang, nous ne pouvons pas prendre le pouvoir,

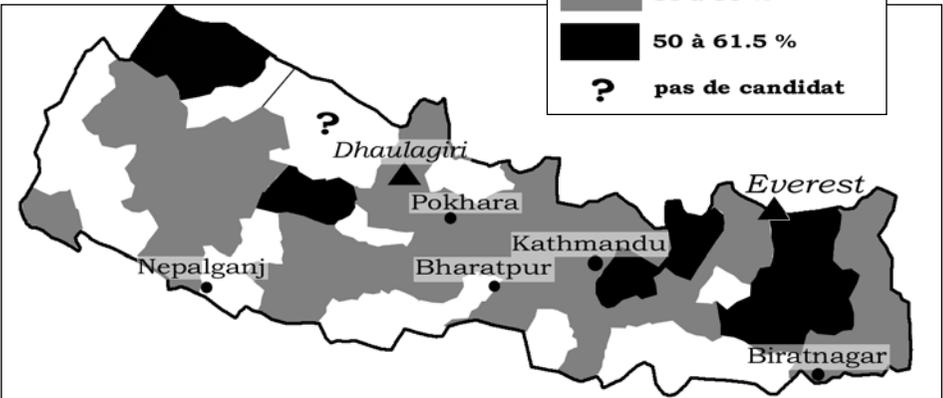
⁶ *Montagnes-Magazine* n° 255 pp. 21-25.

⁷ L'idéologue du mouvement est un certain Baburam Bhattarai. En 2002 est apparue une faction dissidente, conduite par Ram Bahadura Thapa, alias Badal, qui s'oppose aux velléités de négociations de Prachanda et Bhattarai... Jusqu'au-boutisme pas mort !



Le roi gurkha Prithvi Narayan Shah, fondateur du Grand Népal.

*Sympathisants maoïstes au Népal.
À côté du portrait d'un fils parti étudier en Inde, on peut reconnaître Mao Dzedong, Staline, Lénine, Hô Chi-Minh et Karl Marx...*



*Les votes en faveur des maoïstes aux élections de 1991. Les meilleurs scores accompagnent le cours de l'Arun. C'est pourtant dans l'ouest que la guérilla s'est incrustée à partir de 1996...
D'après Philippe Ramirez, De la disparition des chefs, CNRS Paris 2000.*

et nous ne pouvons pas transformer la société sur une nouvelle base ». Et d'ajouter : « les gens veulent devenir des martyrs ». Il dénonce le féodalisme des grands propriétaires, l'impérialisme des Occidentaux et de l'Inde, le « capitalisme bureaucratique » des petits affairistes. Il prophétise l'établissement d'un régime basé sur le pouvoir « trois en un » : 40 % pour les organisations de masse, 40 % pour le P.C.N.(m), 20 % pour l'Armée de Libération – autant dire la dictature des différentes composantes du Parti (la dictature du prolétariat, en termes orthodoxes) ; le mouvement est présenté comme une « révolution agraire », qui établira un « processus de production collectif », car « avec les fermes collectives cela sera plus scientifique »... Il fait comprendre que le peuple devra apprendre à penser autrement. Il tient de longs développements sur l'émancipation des femmes⁸. Il s'étend aussi sur le cas des minorités ethniques (très nombreuses au Népal), présentées comme opprimées, et à qui on promet l'autonomie.

Le tout est baigné de références insistantes aux trois sources d'inspiration du Parti : Mao Dzedong et la « Grande révolution culturelle prolétarienne » chinoise, le mouvement naxalite indien⁹ et... le « Sentier Lumineux » péruvien, pour lequel Prachanda éprouve une véritable fascination. « La guerre populaire au Pérou, explique-t-il, a fait du bon travail en établissant le maoïsme ». Sait-il seulement que, après avoir ensanglanté l'altiplano péruvien dans les années 80, le Sentier Lumineux a pratiquement disparu aujourd'hui ? Si cette référence fait frémir par les atrocités qu'elle évoque, elle est néanmoins pertinente sur un point : ce genre de phénomène s'enracine dans la misère, le désespoir et l'irresponsabilité institutionnelle – et le Népal n'en manque pas.

Le Népal n'est pas le Pérou...

Ce pays s'inscrit au 5ème rang des P.M.A. - les Pays les moins avancés, où le Bhoutan occupe de son côté la 7ème place – ce qui signifie qu'il souffre de tous les maux du sous-développement. Il ne peut être question de les décrire ici en détails – il suffira de dire que 72 % de la population est en-dessous du seuil de pauvreté. Il est utile de préciser que ces maux s'appliquent à un pays soumis à une très forte pression démographique, ce qui n'arrange rien : la population, actuellement estimée à 25 millions, double en moins de 30 ans. Plus de 20 millions vivent sur un espace rural très étriqué, où la densité humaine atteint 700 habitants par km² de terre arable, ce qui est énorme. Mais ce sont les villes, à commencer par Kathmandu, qui connaissent les effets les plus spectaculaires de la poussée démographique, sous le poids conjugué de leur forte fécondité, de l'exode rural et sans doute aujourd'hui des mouvements de population provoqués par la guerre civile : en 20 ans, la population

8 À qui il conseille néanmoins de renoncer à avoir des enfants pendant « cinq ou sept ou dix ans parce que ce serait un grand problème pratique » pour la conduite de la guerre révolutionnaire – ajoutant : « Nous avons à sacrifier – ne pas avoir de bébés ».

9 Mouvement très violent apparu en 1967 à Naxalbari, dans le Nord-Bengale, dans lequel les paysans sans terres s'attaquent aux grands propriétaires terriens.



Sur la page d'accueil du site internet du Parti communiste du Népal (maoïste)...

urbaine a pratiquement quintuplé, au profit évidemment des faubourgs les plus déshérités.

Il faut pourtant signaler que des progrès parfois substantiels ont été réalisés dans la dernière décennie : la mortalité infantile a nettement régressé, l'espérance de vie a augmenté de façon visible, le niveau de scolarisation élémentaire est devenu presque satisfaisant, même chez les filles... Mieux vaut tard que jamais, dira-t-on ; mais on peut se demander si l'effort n'a pas été vraiment trop tardif, et géographiquement trop limité. Ce sont surtout la plaine du Sud (le Terai) et la vallée de Kathmandu qui en ont bénéficié. Le domaine montagnard est resté délaissé : plus on monte en altitude, plus la pauvreté est grande, sauf là où une activité touristique spécifique a pu créer des poches de « richesse » apparente, ce qui est le cas au Khumbu ¹⁰ – mais il ne faut pas confondre « recettes touristiques », qui relèvent du saupoudrage, et « développement », qui touche aux structures mêmes de la société.

L'abandon des régions hautes peut d'autant plus facilement engendrer des frustrations qu'on se trouve dans des zones occupées par des ethnies minoritaires, le plus souvent d'origine tibétaine, avec un moindre sentiment d'appartenance à la nation. Naturellement, il faut s'abstenir de lier mécaniquement la rébellion à des critères ethniques : elle recrute aussi bien chez les Indo-Népalais que chez les Tibétains. Cependant, les élections pluralistes de 1991 avaient déjà signalé que les meilleurs résultats des partis maoïstes étaient enregistrés dans les régions montagneuses (voir carte page 90). C'était avant l'apparition de la violence armée, et on ne passe pas aisément du bulletin de vote à la kalachnikov. D'autre part, on peut s'interroger sur ce paradoxe qui fait que ce sont les régions imprégnées de culture tibétaine qui apparaissent comme le terrain d'élection d'un mouvement qui démontre, de l'autre côté de la frontière, le peu de cas qu'il fait de l'identité

¹⁰ Le tourisme représentait ces dernières années 15 % des recettes du pays, avec jusqu'à 400 000 visiteurs par an. La fréquentation a commencé à diminuer à la suite du détournement d'un Airbus indien à la Noël 1999, pour s'effondrer en janvier 2002 : à cette date, la chute est de plus de moitié par rapport à l'année précédente, la baisse la plus forte concernant les Japonais et les Américains.

L'impact sur l'Everest-business est tel que le gouvernement népalais a décidé en 2002 d'abaisser le montant des droits d'ascension (70 000 \$ pour 7 personnes maximum) en instaurant un tarif dégressif : 25 000 \$ pour un alpiniste seul, 40 000 pour deux, 48 000 pour trois, 56 000 pour quatre, etc...

tibétaine ! Peut-on penser que le maoïsme deviendrait tibéto-compatible par le seul jeu de la frontière ? Ou faut-il mettre cela en rapport avec l'absence de grands monastères ? En fait, il faut se méfier des faux-semblants : d'une part, le maoïsme népalais a peu à voir avec la Chine, et beaucoup avec l'Inde ; d'autre part, ce n'est peut-être d'abord qu'une question de terrain, et il faudrait pouvoir mesurer l'impact numérique réel de la guérilla dans son environnement : il y aurait entre 5 000 et 10 000 combattants (dont une majorité de gamins ou d'adolescents de 13 à 19 ans...) opérant dans un espace peuplé de 2 millions d'habitants, et on sait bien qu'il est très facile à un petit noyau armé de tenir une région entière, pour peu que les institutions légales soient défaillantes.

Une démocratie en proie aux maladies infantiles

L'exemple de l'Inde est là pour montrer que l'exercice de la démocratie, si imparfaite soit-elle, est probablement la meilleure solution pour éviter la résolution violente des conflits. Ce qui manque au Népal, c'est une tradition démocratique équivalente, puisqu'il a fallu attendre les années 1990-91 pour que la monarchie se résigne à l'instauration d'un régime parlementaire pluripartiste et des libertés publiques fondamentales, alors que le besoin s'en faisait sentir depuis plus de quarante ans. Les élections de 1991 avaient donné l'avantage au Parti népalais du Congrès, représentant plutôt les classes dominantes du pays. Les communistes avaient recueilli 37 % des voix, mais leur mouvance était fractionnée en une bonne dizaine de partis différents, déjà divisés entre légalistes et partisans de la clandestinité. En 1995, de nouvelles élections donnaient l'avantage aux communistes légalistes, et l'on vit le roi nommer un des leurs au poste de Premier Ministre – il ne devait pas tenir plus d'un an, contesté sur sa droite par les conservateurs et sur sa gauche par les maoïstes, qui déclenchèrent leur mouvement le 13 février 1996.

Depuis, on est à l'évidence dans un climat de crise politique aiguë, qui a trouvé son apogée en juin 2001 avec le massacre de la famille royale, exterminée officiellement par l'un de ses membres. Ce n'est peut-être qu'une sombre affaire de famille, comme la monarchie népalaise en a déjà connu dans son histoire. On peut quand même rester perplexe devant la vraisemblance de l'explication, tant sont lourdes les conséquences politiques de l'affaire, avec l'arrivée sur le trône d'un nouveau roi dont les options sont éloignées de celles du monarque assassiné. Certains y voient la main secrète de l'Inde, qu'ils disent désireuse de créer les conditions d'une intervention militaire directe, et qu'ils accusent de manipuler la guérilla maoïste. Le fait est que celle-ci n'a aucune difficulté pour se procurer des armes, qui proviennent de l'État indien du Bihar. Les services secrets indiens sont-ils complices ? De très sérieux analystes en sont persuadés...

Un environnement international hyper-sensible

La chose est possible, mais ce ne sont encore que des spéculations. Tout porte à penser que l'Inde ne resterait pas indifférente dans le cas où les maoïstes prendraient le pouvoir à Kathmandu. C'est d'ailleurs une éventualité admise, ou même

souhaitée, par les rebelles eux-mêmes : « Au final, affirme Prachanda, nous aurons à nous battre avec l'armée indienne [...] Lorsque l'armée indienne viendra avec ses milliers et ses milliers de soldats, cela sera une grande chose. Mais nous n'avons pas peur de l'armée indienne parce que, en un sens, ce sera une très bonne chose. » Ce commentaire est moins surprenant qu'il n'y paraît (surtout si on accepte la thèse de la connivence !) : une intervention étrangère peut être un moyen de souder un pays autour d'un régime en mal de légitimité. Peut-être aussi spécule-t-on sur l'hypothèse d'une riposte chinoise...

Il ne faut pas négliger de situer le problème dans son contexte international. Plus que jamais, le Népal est coincé entre deux puissances qui ont bien du mal à ne pas se considérer comme antagonistes, même si elles ont quelque peu normalisé leurs relations dans les années 90. L'une et l'autre connaissent des difficultés dans leurs périphéries propres : la Chine au Tibet et au Xinjiang ; l'Inde au Cachemire, au Sikkim ou en Assam. S'y ajoutent les conflits régionaux en cours, à commencer par une confrontation indo-pakistanaise qui a déjà donné trois guerres (1949, 1965, 1971) et a failli en donner une quatrième à l'hiver 2001-2002, sans parler de la guerre larvée qui s'éternise sur le glacier Siachen, dans le Baltistan. Sachant que la Chine est théoriquement alliée au Pakistan, et que les trois pays disposent tous de l'arme nucléaire, c'est une situation qui mérite d'être suivie de près.

On voit que la barrière de l'Himalaya n'est pas près de devenir une Suisse asiatique. Pour l'heure, les situations les plus dangereuses se situent entre le K2 et le Kangchenjunga, en attendant peut-être de s'étendre jusqu'au Namcha Barwa (le Bhoutan, autre pays surveillé par l'Inde, est au bord de l'explosion intérieure...). Comme les alpinistes (et les touristes en général) ont un comportement plutôt schizophrène, ils ont tendance à considérer que cela ne les concerne pas, ou qu'on peut acheter sa tranquillité en la marchandant avec les camps en présence. Qu'importe la guerre civile, pourvu que les porteurs portent, que les yaks avancent et qu'on puisse monter à 8000 ! Sous réserve, bien sûr, de ne pas éprouver un jour quelque mauvaise surprise...

En 1960, les Chinois avaient placé un buste de Mao au sommet de l'Everest. En 1975, ils mirent un « théodolite » qui n'était pas seulement une cible optique, mais avait une forte signification symbolique [comme le petit crucifix que Hillary y avait déposé en 1953, à la demande de John Hunt ?]. Aujourd'hui, c'est Prachanda qui avertit : « Cette guerre a changé le nom du pays lui-même – l'identité du pays. C'était un pays arriéré, pauvre, mendiant. Et maintenant c'est un pays de héros, de héros prolétariens. Et maintenant, sur le mont le plus haut du monde, le Sagarmatha, il y a le drapeau rouge. » Ce n'est évidemment qu'une anticipation, mais sait-on jamais ? L'Everest serait-il donc voué à devenir la montagne sacrée du communisme ? Mais au fait, pensera-t-on en Occident que cela peut avoir quelque importance ?